

Le président suppléant (M. Charest): Questions ou commentaires. Débat. L'honorable député de Thunder Bay-Atikokan (M. Angus).

• (1730)

[Traduction]

M. Iain Angus (Thunder Bay-Atikokan): Monsieur le Président, j'aimerais à titre de contribution à ce débat faire part à la Chambre de la réaction spontanée de mes électeurs quand je suis allé dans ma circonscription cette fin de semaine. Les gens m'arrêtaient dans la rue pour me dire ce qu'ils pensaient du budget. Les gens qui téléphonaient à mon bureau pour d'autres questions étaient invités à donner leur opinion sur le budget de la semaine dernière.

Je dois dire franchement que j'ai été un peu choqué par les remarques et par les inquiétudes de ces électeurs.

Mes commentaires d'aujourd'hui s'inspirent en partie de la réaction de mes électeurs et en partie de ma propre lecture du budget. La réaction de mes électeurs se résume en deux mots. Certains m'ont dit très clairement que le budget était écœurant, et d'autres sont allés un peu plus loin, en utilisant pour qualifier les initiatives du ministre des Finances (M. Wilson) un mot que les enfants appellent le mot de cinq lettres. Quoi qu'il en soit, mes électeurs n'avaient certainement pas la langue dans leur poche quand il s'est agi de me dire ce qu'ils pensaient du budget.

Ceux qui développaient leur pensée m'ont dit qu'ils s'inquiétaient du manque d'équité et du fait qu'on leur demandait, à eux Canadiens moyens avec des familles moyennes, de faire plus que leur juste part pour la réduction du déficit. Ils estiment que le monde des sociétés va être de plus en plus avantagé à long terme, alors qu'eux vont être obligés de payer de plus en plus pour pouvoir simplement se maintenir à leur niveau actuel.

La plus grande inquiétude de ces familles de Canadiens moyens venait du fait qu'elles estiment que les actions du ministre des Finances ne leur apporteront strictement rien de plus. Même si les gens font quelques progrès au niveau du revenu et des économies, pour pouvoir acheter des denrées de consommation, le ministre annule ces avantages en imposant des taxes de vente et des impôts sur le revenu supplémentaires. Ces mesures ont ravivé de vieux souvenirs chez mes commentants plus âgés qui m'ont rappelé, comme ils l'avaient fait durant la campagne électorale de 1984, que les temps sont difficiles sous les conservateurs. Ils se demandent pourquoi ces derniers ne se sont pas rendu compte que lorsqu'ils imposent des mesures sévères aux Canadiens chaque fois qu'ils sont élus, ils sont chassés du pouvoir aussi rapidement qu'ils y sont arrivés.

Le présent budget en fournit une bonne illustration. Voyons les répercussions qu'aura le budget sur la famille canadienne moyenne. La surtaxe de 3 p. 100 ira chercher \$170 de plus dans son portefeuille. La hausse de la taxe de vente ira chercher \$150 de plus tandis que les taxes sur les cigarettes et l'alcool augmenteront de \$20. Cela fait un total de \$340.

Le budget précédent avait déjà coûté à la famille moyenne \$100 au titre de la suppression de la réduction de la taxe fédérale; \$115 au titre de la modification de l'indexation; \$22.50 au titre de la réduction des allocations familiales; \$75 au titre des hausses de taxe sur les cigarettes et l'alcool; \$150 au titre de l'élargissement de l'assiette de la taxe de vente et

Le budget—M. Angus

\$50 au titre de la hausse de la taxe sur l'essence. Le montant total que le gouvernement est allé chercher dans le portefeuille de la famille canadienne moyenne à la suite du budget précédent s'élève à \$512.50. Certains commencent à constater les effets de ces changements en remplissant leur formulaire de déclaration d'impôt.

L'augmentation attribuable à l'exposé économique du 8 novembre 1984 se compose de \$200 en hausses du prix du pétrole et du gaz naturel; d'un maximum de \$102 en cotisations à la caisse de l'assurance-chômage et de \$150 en taxe de vente accrue, soit un total de \$425.

La famille canadienne moyenne paie donc au total \$1,304.50 de plus depuis que le parti conservateur est arrivé au pouvoir en septembre 1984. Ce n'est pas le genre de changement pour lequel on a voté. Les Canadiens croyaient gagner une vie meilleure et plus de justice.

Ils avaient cru le premier ministre (M. Mulroney) quand il disait que l'on ferait payer les riches. Or non seulement ce n'est pas ce qui se passe, mais le 1^{er} janvier prochain la surtaxe pour les riches passera de 5 à 3 p. 100 tandis qu'une surtaxe allant jusqu'à 3 p. 100 sera appliquée à tous les autres Canadiens. Ce n'est pas de la justice.

Examinons d'autres coupes annoncées dans le budget. Non seulement les Canadiens vont-ils devoir payer plus d'impôts, mais ils auront droit à moins de services.

Ainsi, le ministère de l'Expansion industrielle régionale verra son budget réduit de 2.05 milliards de dollars au cours des quatre prochaines années. Ce ministère demeure pourtant fort important pour les régions comme celles du Nord de l'Ontario qui ne reçoivent pas leur juste part depuis des années. Le gouvernement a réduit encore davantage les ressources de ce ministère.

Le ministère de l'Emploi et de l'Immigration verra son budget réduit de 1.78 milliard de dollars au cours des quatre prochaines années. Il faut envisager ces coupes sur une base annuelle. Si le gouvernement attribue à ce ministère 800 millions de dollars cette année, nous devons considérer qu'il lui a consacré 900 millions de dollars l'année dernière. L'année précédente, c'était encore davantage. En fait, le budget de ce ministère est passé de 1.4 milliard de dollars à 800 millions de dollars en très peu d'années. Ce n'est pas en réduisant les fonds disponibles que le gouvernement parviendra à créer des emplois.

• (1740)

Dans le cas d'Agriculture Canada, la compression est de 502 millions de dollars. Dans le cas du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, elle sera de quelque 4.82 milliards de dollars. Dans le cas du ministère des Transports, elle sera de 3.61 milliards de dollars.

Tous les Canadiens attendaient avec impatience de voir ce que le gouvernement ferait à propos du prix de l'essence à la pompe, les uns parce qu'ils appréhendaient une hausse, et les autres parce qu'ils espéraient un allègement. Malheureusement, de très nombreux Canadiens ont vu leur appréhension confirmée lorsque le ministre des Finances a majoré le prix de l'essence de 0.5 cents le litre. Il ne l'a pas fait d'une façon ouverte en haussant la taxe sur l'essence, mais en décrétant une hausse générale de la taxe de vente. Pour une fois, les Canadiens avaient pourtant des raisons d'espérer une baisse du prix de l'essence. Une semaine avant le budget, nous avions